

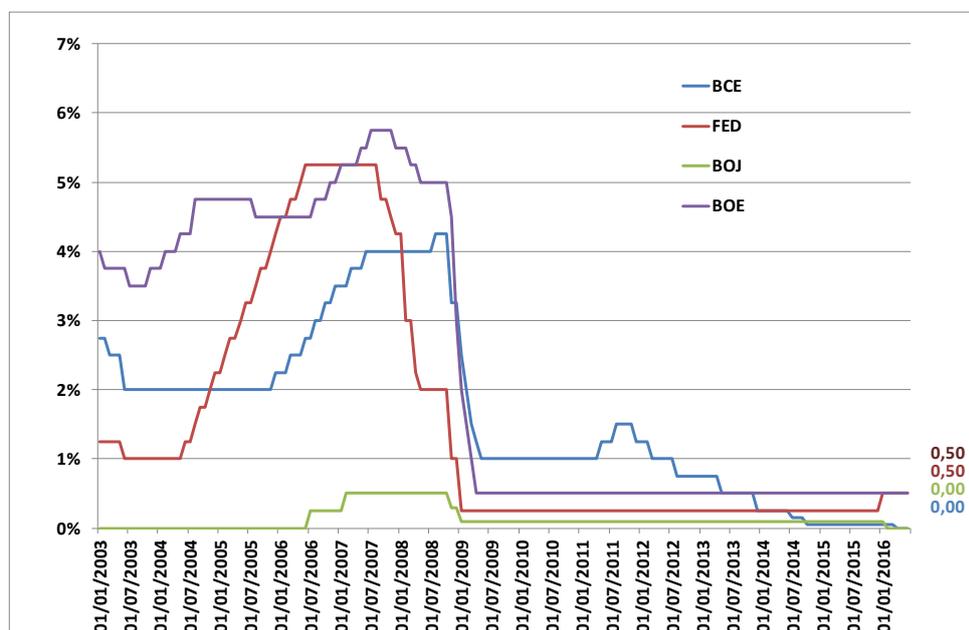
1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Réunion du Conseil des gouverneurs du 21 juillet 2016

À l'issue de la réunion du 21 juillet 2016 du Conseil des gouverneurs, Mario Draghi a déclaré : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, nous avons décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. Nous continuons de penser que les taux directeurs devraient rester à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous confirmons que les achats mensuels d'actifs à hauteur de 80 milliards d'euros devraient être réalisés jusque fin mars 2017 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif. Nous avons aujourd'hui examiné les évolutions survenues depuis notre dernière réunion de politique monétaire, début juin. À la suite du référendum organisé par le Royaume-Uni sur son appartenance à l'Union européenne, nous estimons que les marchés financiers de la zone euro ont résisté de façon encourageante à la recrudescence des incertitudes et de la volatilité. L'annonce par les banques centrales de leur disponibilité à fournir des liquidités, si nécessaire, nos mesures de politique monétaire accommodante ainsi qu'un cadre de réglementation et de surveillance robuste sont autant d'éléments qui ont contribué à contenir les tensions sur les marchés. Les conditions de financement restent extrêmement favorables, ce qui participe au renforcement de la création de crédit. Elles apportent un soutien continu à notre scénario de référence basé sur un redressement économique régulier et une accélération des taux d'inflation. Dans le même temps, compte tenu des incertitudes actuelles, le Conseil des gouverneurs continuera de suivre très attentivement les évolutions économiques et des marchés financiers et de protéger les effets de sa politique monétaire accommodante sur l'économie réelle. Au cours des prochains mois, lorsque nous aurons davantage d'informations, y compris de nouvelles projections macroéconomiques, nous serons mieux en mesure de réévaluer les conditions macroéconomiques sous-jacentes, les trajectoires les plus probables de l'inflation et de la croissance et la distribution des risques autour de celles-ci. Le cas échéant, pour atteindre son objectif, le Conseil des gouverneurs agira en utilisant tous les instruments à sa disposition dans le cadre de son mandat ».

La déclaration introductive : <http://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2016/html/is160721.fr.html>

Taux directeurs des principales banques centrales



Chômage

Progression du chômage en France sur un mois et baisse sur l'année

Fin mai 2016, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 520 300. Ce nombre diminue sur trois mois de 2,0 % (soit -70 700 personnes), progresse de 0,3 % sur un mois (+9 200 personnes) et recule de 1,0 % sur un an (-34 400 personnes). Sur trois mois, ce nombre diminue de 1,8 % pour les moins de 25 ans (+0,9 % sur un mois et -7,6 % sur un an), de 2,3 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+0,3 % sur un mois et -1,3 % sur un an) et de 1,3 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (-0,1 % sur un mois et +4,2 % sur un an).

Chômage en baisse en zone euro comme dans l'UE28

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,1 % en mai 2016, en baisse par rapport au taux de 10,2 % enregistré en avril 2016 et à celui de 11,0 % de mai 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis juillet 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,6 % en mai 2016, en baisse par rapport au taux de 8,7 % d'avril 2016 et à celui de 9,6 % de mai 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis mars 2009. Eurostat estime qu'en mai 2016, 21,084 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,267 millions dans la zone euro. Par rapport à avril 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 96 000 dans l'UE28 et de 112 000 dans la zone euro. Comparé à mai 2015, le chômage a baissé de 2,166 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,440 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en mai 2016 ont été enregistrés en République tchèque (4,0 %), à Malte (4,1 %) ainsi qu'en Allemagne (4,2 %). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (24,1 % en mars 2016) et en Espagne (19,8 %).

Inflation

Hausse de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,1 % en juin 2016, en hausse par rapport au mois de mai où il était de - 0,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en juin (1,1 %, comparé à 1,0 % en mai), suivis de l'alimentation, alcool et tabac (0,9 %, stable comparé à mai), des biens industriels non énergétiques (0,4 %, comparé à 0,5 % en mai) et de l'énergie (- 6, 5 %, comparé à - 8,1 % en mai).

Banque de France

Rue de la Banque N° 28, juillet 2016 - Fragmentation financière dans la zone euro : quelle évolution depuis 2008 ?

La fragmentation financière se définit comme le paiement de primes de risque de crédit plus élevées par des émetteurs d'obligations aux caractéristiques similaires lorsqu'ils sont situés dans les pays dits de la périphérie de la zone euro. Lors de la crise des dettes souveraines, cette fragmentation financière a atteint des niveaux très élevés, mais elle a fortement reculé à partir de l'annonce par la Banque centrale européenne du programme d'opérations monétaires sur titres (OMT).

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/rue-de-la-banque-RDB-28_FR.pdf

États-Unis

Créations d'emplois

Les États-Unis ont créé 287 000 emplois en juin, une performance exceptionnelle qui augmente la probabilité de voir la Fed relever ses taux en septembre.

Chine

Remonté de l'indice PMI

L'activité dans le secteur chinois des services a bondi en juin, à son rythme le plus élevé depuis 11 mois. L'indice PMI est remonté à 52,7 après avoir reculé à 51,2 en mai.

Actualité législative

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 relative aux marchés d'instruments financiers :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032752927&categorieLien=id>

Ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 relative aux marchés d'instruments financiers :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032752983&categorieLien=id>

2 – Brèves économiques locales

Égalité outre-mer : avis favorable du CESC et de l'Assemblée du Pays sur le projet de loi

Le Conseil économique, social et culturel (CESC) et l'Assemblée de Polynésie française ont rendu un avis favorable sur le projet de loi de programmation sur l'égalité outre-mer, qui a pour objectif de réduire les écarts de développement économique entre la France métropolitaine et l'outre-mer à l'horizon des 20 prochaines années. Inspiré des recommandations du rapport Lurel, ce texte propose notamment des mesures relatives à la santé, aux télécommunications et aux transports. Il devrait être examiné par l'Assemblée Nationale en septembre 2016.

Plan de relance : le gouvernement instaure deux nouvelles aides à l'investissement

Lors du Conseil des ministres du 13 juillet 2016 et dans le cadre de son plan de relance et de dynamisation de l'économie locale, le gouvernement a annoncé la création de deux nouveaux dispositifs d'aide. Tout d'abord, une aide à l'équipement, plafonnée à 3 millions de F CFP, sera accordée aux petites entreprises pour soutenir la création d'activités innovantes dans des secteurs particuliers (artisanat, transformation, apiculture, services...) ou le renouvellement des équipements de travail. Ensuite, une aide dédiée à la rénovation, d'un montant maximal de 5 millions de F CFP, sera proposée aux commerces de proximité et aux restaurants.

Tourisme : difficultés pour réunir les 270 milliards de F CFP nécessaires au projet de Tahiti Mahana Beach

Le financement du projet touristique Tahiti Mahana Beach, qui doit être implanté sur la côte ouest de Tahiti, semble aujourd'hui menacé. En effet, le Pays a dû déplorer la défaillance du consortium chinois (Recas Global Ltd., China Railway International, R&F Properties), avec qui il devait signer le contrat de financement au 30 juin 2016 pour le projet de Tahiti Mahana Beach.

En outre, les investisseurs locaux qui s'étaient montrés intéressés (groupe Moux, groupe SCI Moana Nui, Imagine Promotion, Marina Services Taina), n'ont pas encore concrétisé le pacte d'actionnaires, dont la conclusion était attendue en avril 2016.

Transports collectifs : examen d'un schéma directeur 2016-2035 par le CESC

Le Conseil économique, social et culturel (CESC) a examiné les propositions du schéma directeur 2016-2035 des transports collectifs et déplacements durables de l'île de Tahiti, élaboré par le gouvernement. Soulignant la congestion des réseaux, l'absence d'aménagements ainsi que l'insuffisance des moyens financiers conduisant à une offre de transports publics géographiquement inégale, le schéma directeur propose quatre axes d'amélioration : le développement et la structuration de l'offre, l'aménagement urbain, l'adaptation aux besoins des usagers (par la mise en place d'une tarification incitative et d'investissements dans des véhicules adaptés) ainsi qu'un soutien public et financier pérenne. Le CESC a rendu un avis favorable, émettant cependant des réserves sur l'applicabilité à court terme de certaines mesures, insuffisamment détaillées.

Établissements de crédit : la Banque de Tahiti lance ses propres terminaux de paiement électronique

La Banque de Tahiti a lancé le 1^{er} juillet son réseau de terminaux de paiement électronique (TPE). Ainsi, elle entreprend une nouvelle activité, la location de TPE, et offre de nouvelles fonctionnalités de paiement telles que le paiement sans contact, le paiement en trois fois ou encore la vente à distance.

Patente : remise en cause de la légalité des centimes additionnels versés par les patentés à la CCISM

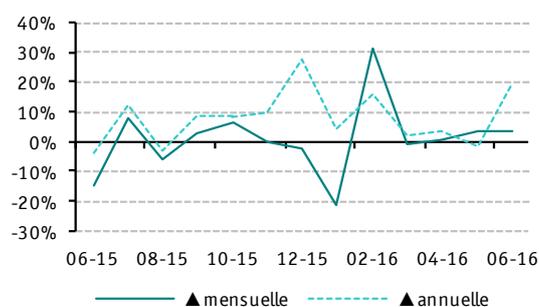
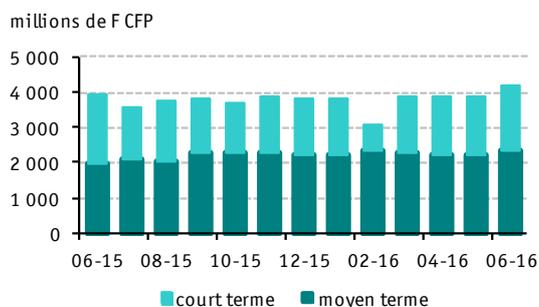
Dans un procès opposant la Polynésie française à une entreprise locale privée, la Cour administrative d'appel de Paris a jugé, dans un arrêt du 8 juillet 2016, que la Commission permanente de l'Assemblée de Polynésie française qui avait instauré en 1983 le versement des centimes additionnels à la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers (CCISM) n'était pas compétente. En conséquence, le fondement légal de ce système de taxe, qui fournit à la CCISM plus de la moitié de son budget annuel, est remis en cause.

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Hausse du portefeuille à moyen terme

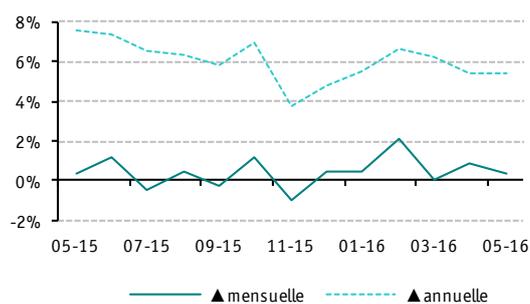
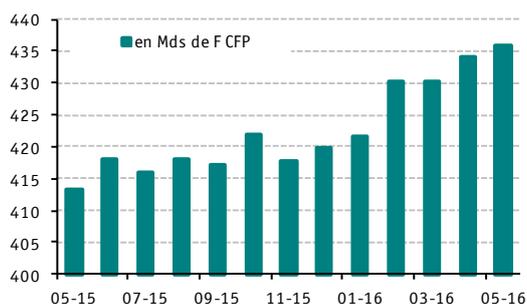
en millions de F CFP	mai-15	mai-16	juin-16	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 956	1 834	1 856	1,2%	-5,1%
Utilisations à moyen terme	2 145	2 198	2 322	5,6%	8,2%
Refinancement total	4 101	4 032	4 177	3,6%	1,9%



Masse monétaire

Sur le mois, repli conséquent des dépôts à terme

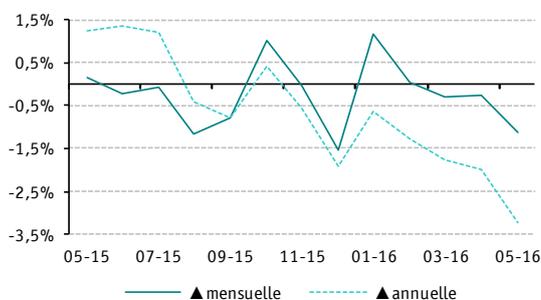
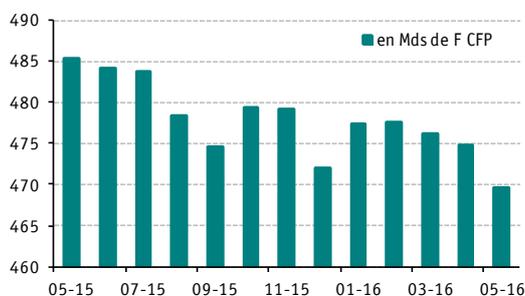
en millions de F CFP	mai-15	avr-16	mai-16	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 532	14 370	14 530	1,1%	7,4%
Dépôts à vue	166 056	175 637	183 833	4,7%	10,7%
Comptes sur livrets	99 553	103 441	103 219	-0,2%	3,7%
Comptes d'épargne logement	397	403	409	1,6%	3,1%
Dépôts à terme	132 458	139 191	132 833	-4,6%	0,3%
Autres	1 387	1 023	1 007	-1,6%	-27,4%
Total M3	413 383	434 065	435 832	0,4%	5,4%



Concours des banques locales à l'économie

Diminution des crédits accordés par les banques locales

en millions de F CFP	mai-15	avr-16	mai-16	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	108 000	104 668	98 973	-5,4%	-8,4%
Crédits d'équipement	76 450	76 434	76 288	-0,2%	-0,2%
Crédits à l'habitat	169 361	173 824	173 561	-0,2%	2,5%
Autres crédits	67 533	62 336	63 176	1,3%	-6,5%
Créances douteuses brutes	38 689	57 568	57 543	0,0%	48,7%
Total Concours de Caractère Bancaire	460 033	474 831	469 542	-1,1%	2,1%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	juin-16	108,0	107,2	107,4	0,2%	-0,5%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	mai-16	115,2	116,0	116,5	0,4%	1,1%
Commerce extérieur						
<i>Exportations civiles (en M F CFP)</i>	mai-16	742	842	697	-17,3%	-6,2%
<i>Importations civiles (en M F CFP)</i>	mai-16	12 406	12 574	12 267	-2,4%	-1,1%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	mai-16	1 978	2 263	2 263	0,0%	14,4%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	mai-16	64	190	169	-10,6%	164,8%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	mai-16	88	108	63	-41,7%	-28,4%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin-16	459	478	478	0,0%	4,1%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	mai-16	1 922	2 181	2 298	5,4%	19,5%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	mai-16	2 985	3 279	2 890	-11,8%	-3,2%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	mai-16	212	268	170	-36,6%	-19,8%
Personnes physiques en interdiction bancaire	juin-16	2 727	3 011	2 995	-0,5%	9,8%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	mai-16	244	331	309	-6,7%	26,6%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	mai-16	130	121	120	-0,5%	-7,1%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	mai-16	359	35	22	-37,2%	-94,0%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	mai-16	169	142	199	40,4%	18,1%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	mai-16	22	16	14	-13,6%	-38,7%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	mai-16	52	89	56	-37,3%	7,5%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	mai-16	111	64	53	-17,8%	-52,3%
Tourisme						
Nombre de visiteurs	avr-16	13 956	15 168	17 042	12,4%	22,1%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	juin-16	67,3%	73,2%	71,2%	+2 pts	+3,9 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers						
(Encours des banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
<i>Dépôts à vue</i>	juin-16	64 303	68 644	70 627	2,9%	9,8%
<i>Comptes sur livret</i>	juin-16	92 384	95 837	96 073	0,2%	4,0%
<i>Dépôts à terme</i>	juin-16	70 733	71 595	71 229	-0,5%	0,7%
Entreprises						
<i>Dépôts à vue</i>	juin-16	85 923	90 884	93 082	2,4%	8,3%
<i>Dépôts à terme</i>	juin-16	51 926	48 880	49 134	0,5%	-5,4%
Encours bancaires						
Ménages						
<i>Crédits de trésorerie</i>	juin-16	67 032	64 031	63 985	-0,1%	-4,5%
<i>Crédits à l'habitat</i>	juin-16	152 359	156 357	156 661	0,2%	2,8%
Entreprises						
<i>Crédits de trésorerie</i>	juin-16	34 313	29 035	27 209	-6,3%	-20,7%
<i>Crédits d'équipement</i>	juin-16	67 354	65 860	64 746	-1,7%	-3,9%
						(source : IEOM)

